

REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 88-88 du 3 Mars 1988

transmettant à l'Assemblée Nationale Révolutionnaire des projets de loi portant Programme de Production et d'Investissement et loi de Finances pour la Gestion 1988.

SE
CRS S.G.A.
87.51.87

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

VU l'ordonnance N°77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les lois constitutionnelles qui l'ont modifiée,

VU le décret N°88-51 du 26 Janvier 1988 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,

VU le décret N°87-414 du 22 Décembre 1987 portant création de la Commission Nationale chargée des négociations avec le Fonds Monétaire International dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel,

Le Comité Central du Parti de la Révolution Populaire du Bénin entendu en ses séances des 4, 5 et 6 Janvier 1988,

Le Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en sa séance du 3 Mars 1988,

D E C R E T E :

Les projets de loi ci-joints portant Programme de Production et d'Investissement et loi de Finances pour la Gestion 1988, seront présentés à l'Assemblée Nationale Révolutionnaire par le Ministre des Finances et de l'Economie, le Ministre Délégué auprès du Président de la République, Chargé du Plan et de la Statistique et le Ministre de la Justice, Chargé de l'Inspection des Entreprises

.../...

Publiques et Semi-Publiques qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir les discussions.

Exposé des Motifs

Camarades Commissaires du Peuple,

Le présent décret de saisine a pour objet de dégager les caractéristiques essentielles des projets de Budget de Fonctionnement et de Programme National de Production et d'Investissement pour l'année 1988.

Il compte Trois (3) parties :

1/- les éléments caractéristiques de la conjoncture économique ;

2/- l'évaluation du Budget 1987 ;

3/- les données des avant-projets du Programme de Production et d'Investissement et du Budget de Fonctionnement de l'Etat pour la Gestion 1988.

PREMIERE PARTIE :

Eléments caractéristiques de la Conjoncture Economique

La conjoncture économique de l'année 1987 a été analysée à partir de quatre points suivants :

- environnement international ;
- production globale et les productions sectorielles ;
- les finances, la monnaie et le crédit ;
- les ressources humaines.

.../...

A - L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'étude des tendances récentes de l'économie mondiale révèle que la reprise économique amorcée en 1983 s'essouffle. L'environnement économique international s'est, d'une façon générale, détérioré. En effet, pour l'ensemble des Pays Industrialisés, après avoir atteint 4,6 % en 1984, la croissance de la production est retombée à 2,8 % en 1985 et à 2,5 % en 1986.

De même, la croissance s'est ralentie dans les Pays en développement. Leur production a augmenté de 4,2 % en 1986 contre 4,8 % en 1985. Les problèmes d'endettement de nombreux pays en développement se sont aggravés. La plupart des pays les moins avancés restent accablés par le fardeau de la dette et ne parviennent pas à relancer leur croissance. De nombreux Gouvernements ont dû recourir à des programmes d'ajustement structurel. C'est dans ce contexte international peu favorable qu'a évolué l'économie béninoise jusqu'en 1987.

B - L'ECONOMIE NATIONALE

1) La Production Nationale

Le Produit Intérieur brut est passé de 466,28 Milliards de Francs en 1984 à 499,850 Milliards de Francs en 1985 et à 513,050 Milliards de Francs en 1986 soit une baisse de la croissance nominale 2,6 % en 1986 contre 7,2 % en 1985.

Ce ralentissement de l'activité économique est lié notamment :

- à la forte récession que connaît le secteur secondaire dont la valeur ajoutée est passée de 73,67 Milliards de francs en 1985 à 54,56 Milliards en 1986, soit une baisse de près de 26 % ;

- à la chute du taux de croissance dans le secteur tertiaire qui est passé de 8,1 % en 1985 à 2,9 % en 1986.

2.- Les Productions Sectorielles :

au cours de la campagne agricole 1986-1987, un accroissement substantiel par rapport à la campagne 1985-1986. Par contre, avec la campagne 1987-1988, toutes les céréales ont connu une baisse tant du point de vue des superficies que sur le plan de la production.

Les productions de tubercules notamment celles de l'igname et du manioc, après une assez bonne tenue au cours de la campagne 1986-1987, accusent pour la campagne 1987-1988 une baisse tendancielle respectivement de l'ordre de 22 % et 5 % par rapport à la campagne précédente.

En ce qui concerne les cultures de rente, la culture du coton a connu au cours de la campagne 1986 - 1987 une forte expansion (47 %). Cependant, les résultats de la campagne 1987 - 1988 enregistrent une baisse de 32 % par rapport à la campagne 1986 - 1987.

Cette baisse, est due en grande partie à la décision des Autorités de ramener le niveau de la production de cette spéculatlon compatible avec les capacités d'égrenage installées.

Toutes ces baisses, exceptée celle du coton, sont dues à la mauvaise répartition des pluies enregistrées durant la campagne 1987 - 1988 (démarrage tardif de la première saison dans les régions méridionales et du centre du Pays ajouté aux pluies torrentielles d'Août et de Septembre) qui a joué défavorablement tant sur les superficies emblavées que sur les rendements conduisant ainsi à une baisse sensible de la production agricole par rapport à la campagne précédente.

.../...

b - Le Secteur Secondaire

Le secteur secondaire connaît globalement un malaise dû à la contraction de la demande et à des difficultés financières. Ainsi, dans les industries alimentaires les niveaux de production de bière, d'huile et de savon ont connu en 1986 des chutes respectives de 23,4 %, 15,15 % et 39,47 % par rapport à 1985. Au 30 Septembre 1987, les réalisations de production pour ces produits font respectivement 73,8 %, 73,04 % et 57,63 % par rapport aux prévisions.

La production d'électricité entre 1985 et 1986 a chuté de 7,6 % alors que celle de l'eau a stagné. Au 30 Septembre 1987, les niveaux de réalisation sont respectivement de 68,17 % et 63,20 % par rapports aux prévisions.

La production du ciment, quant à elle, a chuté de 3,78 % en 1986 par rapport à 1985. Au 30 Septembre 1987, la production enregistrée est de 188 283 tonnes soit 46,89 % des prévisions de la sous branche.

Les difficultés actuelles du secteur secondaire tendront à s'aggraver dans le court terme, eu égard au rétrécissement continu de la demande intérieure. Cependant, les perspectives sont assez bonnes pour certaines industries notamment la Société Béninoise d'Electricité et d'Eau, "LA BENINOISE" et la Société Béninoise de Gaz Industriel.

C - Le Secteur Tertiaire

L'activité commerciale intérieure a progressé de 3 % en 1986 par rapport à 1985. Cependant, une stagnation est prévue pour l'année 1987 car la consommation des produits des industries locales est en recul.

.../...

Le commerce extérieur du Bénin reste déficitaire en 1986.

En effet, les exportations (en valeur) ont chuté de 37,35 % alors que les importations (en valeur) ont stagné (1,64 %), ce qui porte le déficit de la balance commerciale à 103 Milliards de Francs.

Au niveau des transports, la situation est globalement satisfaisante en 1986 par rapport à 1985 avec une stagnation dans le transport routier, un léger accroissement dans le trafic ferroviaire (6,09 % pour les voyageurs et 5,55 % pour les marchandises), une nette croissance dans le transport maritime (24,16 % pour la jauge nette) et un léger accroissement dans le trafic aérien (8,94 % pour les passagers).

3 - Les Finances Publiques, la Monnaie et le Crédit

a) - Les Finances Publiques

a. 1* Le Budget de Fonctionnement

Les finances publiques béninoises connaissent des difficultés avec un déficit prévu pour 1987, de 5 877 411 000 Francs.

.../...

A. 2 - Le Programme National d'Investissement

Le montant global des dépenses d'investissement effectuées au 30 Septembre 1987 s'élève à 22,389 Milliards de Francs pour un programme de 50,389 Milliards de Francs soit un taux de réalisation de 44,43 % pour les neufs premiers mois de l'année. A la même époque en 1986, l'ensemble des dépenses d'investissement effectuées était de 24,161 Milliards de francs pour un programme de 47,768 Milliards de Francs soit un taux de réalisations de 50,6 %

A. 3 - La Dette Publique

L'encours global de la dette publique s'élève au 30 Septembre 1987 à 289,60 Milliards de Francs avec une proportion de 95 % pour la dette extérieure.

Quant au service de la dette, le Bénin n'a assuré au 30 Septembre 1987 que 18 % des prévisions. Il en résulte une accumulation des arriérés de paiement aussi bien en principal qu'en intérêt, dont l'importance devient préoccupante.

Au total, la situation d'endettement est devenue alarmante. Le rééchelonnement de la dette est nécessaire pour réduire à court terme le montant des paiements annuels à effectuer.

b) - La Monnaie et le Crédit :

En 1986, les agrégats monétaires ont été marqués par une décélération par rapport aux réalisations de l'année 1985.

.../...

Ainsi, la masse monétaire a chuté de 2,2 %, les crédits intérieurs de 6,9 % alors que les avoirs extérieurs nets bien que négatifs ont connu une amélioration de 5,42 % par rapport à 1985.

La position débitrice de l'Etat vis-à-vis de l'Institut d'Emission persiste depuis 1983.

Les banques nationales connaissent de sérieuses difficultés et il importe que leur restructuration intervienne rapidement pour permettre au système bancaire national de participer à l'effort de redressement de l'Economie.

En ce qui concerne la balance des paiements, le solde global s'est établi en 1986 à + 2,3 Milliards du fait des arriérés accumulés et non pris en compte (22 Milliards). En 1987, la situation s'est dégradée et le solde devrait être largement déficitaire (22,7 Milliards de Francs).

4/ - Les Ressources Humaines :

Au cours de l'année 1987, le marché du travail a été sérieusement secoué par la pression des demandeurs d'emploi. La crise actuelle de l'emploi est liée à plusieurs facteurs dont notamment :

- Le ralentissement de l'activité économique nationale qui affecte la création d'emplois nouveaux ;

..../...

- l'arrêt en 1986 de la répartition systématique des diplômés ;
- la liquidation et la restructuration des Entreprises Publiques qui ont pour conséquence la contraction des emplois.

La solution aux difficultés de l'emploi réside donc dans la mise en oeuvre d'un programme d'Ajustement Structurel et dans la relance de l'économie nationale.

DEUXIEME PARTIE : EVALUATION DU BUDGET 1987

Il s'agit de l'évaluation, d'une part, du Budget National de Fonctionnement et d'autre part du Programme National d'Investissement.

A.- Budget National de Fonctionnement

Au 31 Décembre 1987, la situation d'exécution du Budget National de Fonctionnement, Gestion 1987, se présente par grandes masses comme suit :

RECETTES :

. Prévisions	:	50.053.000.000
. Emissions	:	46.177.000.000
. Recouvrements	:	40.785.760.059

DEPENSES :

. Prévisions	:	55.930.411.000
. Engagements	:	54.059.500.000
. Payements	:	42.702.764.842.

La situation détaillée des émissions et des recouvrements de recettes se présente comme suit : EN MILLIONS DE FRANCS CFA

NATURE DES RECETTES	PREVISIONS	EMISSIONS	RECOUVREMENTS
Recettes de l'Administration des Douanes	20.649	18.509	17.993
Recettes de l'Administration des Impôts	22.819	23.656	18.781
Autres Recettes	6.585	4.012	4.012
TOTAL	50.053	46.177	40.786

.../...

L'exécution du Budget 1987 en recettes fait ressortir que les ~~les émissions et les recouvrements~~ représentent respectivement 92,25 % et 81,48 % des prévisions.

La situation détaillée des engagements et des paiements de dépenses se présente comme suit :

EN MILLIONS DE FRANCS CFA.

CATEGORIES DE DEPENSES	PREVISIONS	ENGAGEMENTS	PAIEMENTS
Dépenses Courantes de Personnel	37 339,7	39 593,1	31 097,6
Dépenses Courantes de Matériel	6 499,7	6 499,7	4 844,4
Dépenses Communes de Personnel	3 916,2	2,275,4	2 810,6(1)
Dépenses Communes de Matériel	8 174,8	5 691,3	3 950,1
T O T A U X	55 930,4	54 059,5	42 702,7

Il résulte de l'exécution du Budget 1987 en dépenses que les engagements et les paiements représentent respectivement 96,65 % et 76,35 % des prévisions.

B - PROGRAMME NATIONAL DE PRODUCTION ET D'INVESTISSEMENT

L'exécution du Programme National de Production et d'Investissement se présente comme suit :

(1) y compris le salaire des Agents des Collectivités Locales (environ 1 056 millions) non pris en compte dans les engagements.

1 - Production Agricole

C U L T U R E S	PREVISIONS 1987-1988		REALISATION AU 31-7-87		TAUX DE REALISATION	
	SUPERFICIE(Ha)	PRODUCTION(T)	SUPERFICIE(Ha)	PRODUCTION(T)	SUPERFICIE	PRODUIT
<u>A - Vivrières</u>						
<u>1 - Céréales</u>						
Maïs	499 373	427 475	268 484	204 873	53,76	4
Sorgho	122 276	101 460	108 664	90 278	88,87	8
Mil	90 053	20 457	27 669	18 889	92,07	9
Riz	7 081	10 808	5 921	8 204	75,90	7
<u>2°/- Tubercules</u>						
Manioc	116 372	911 046	53 095	-	45,62	
Igname	82 960	922 133	79 934	871 747	96,35	9
<u>3°/- Légumineuses</u>						
Haricot	94 418	50 658	58 171	28 084	61,61	4
<u>4°/- Légumes</u>						
Tomates	10 114	68 734	4 542	21 053	44,91	3
<u>3 - Industrielles</u>						
Arachide	110 966	88 670	53 393	41 453	48,12	4
Coton	83 660	101 800	56 570	69 668	67,62	6
Tabac	05 951	567	40	-	4,21	

- 13 -
2 - PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 1987

INDUSTRIES	PRODUITS	UNITE DE MESURE	PREVISIONS 1987	REALISATION AU 30/9/1987	TAUX DE REA- LISATION (%)	PREVISIONS 198
DENINOISE	Bière	Hectolitre	216 149	159 583	73,83	399 110
	Boissons Gazeuses	Hectolitre	119 325	76 874	64,42	152 115
	Eau Minérale	Hectolitre	43 663	24 988	57,23	42 717
	Glace Alimentaire	Tonne	5 557	2 514	47,04	7 157
B. R. A. O.	Topy	Hectolitre	8 955	5 514	61,57	10 177
OVERSEAS	V i n	Litre	300 000	110 076	36,69	200 000
	Alcool de bouche	Litre	150 000	42 170	28,11	100 000
CARAVELLE	Boulangerie	Tonne	611	246	40,26	328
	Pâtisserie	Tonne	103	41	39,81	55
GERDE D'OR	Boulangerie et Pâtisserie	Tonne	155	120	77,42	140
SONICOG	Huile et Beurre	Tonne	29 135	21 282	73,05	28 456
	Savon	Tonne	7 107	4 096	57,63	4 999
	Tourteaux	Tonne	12 914	12 793	99,06	16 161
S. S. S.	Sucre	-	-	-	-	-
	Mélasse	-	-	-	-	-

PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 1987 (SUITE)

INDUSTRIELLES	PRODUIT	UNITE DE ME- SURE	PREVISIONS 1987	REALISATION AU 30/9/1987	TAUX DE REA- LISATION %	PREVISIONS 1988
SOBETEX	Tissu Imprimé	milliers de m.	10 321	6 806	65,94	10 000
S I T E X	Tissu E cru	" de m.				
S B E E	Electricité	Mégawatt Heure	187 070	127 530	68,17	223 371
	Eau	Milliers de m3	13 961	8 810	63,10	13 386
P. P. S.	Pétrole Brut	Mill. de Barils	1 772	1 038	58,58	2 901
S C B	Ciment	Tonne	71 500	63 471	88,77	75 000
SO NA CI	Ciment	Tonne	80 000	71 948	89,93	85 000
S. C. O.	Ciment	Tonne	250 000	52 864	18,88	400 000
	Clinker	Tonne	-	-	-	-
MANUCIA	Cigarette	Carton de 50 ^{es} Cantouches	11 000	7 891	71,74	13 200
	Allumette	Cartons de 100 Cartouches	13 200	7 509	56,89	13 200
SO BE G I	Oxygène	Mètre Cube	87 000	66 500	76,44	90 000
	Acétylène	Mètre Cube	11 000	8 360	76	11 000
C O B E M A G	Charrue 40"	Nombre	2 500	1 761	70,44	1 000
	Butteur Aile Mob.	Nombre	2 500	1 605	64,2	1 000

3.- BILAN D'EXECUTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

PAR MINISTÈRES & INSTITUTIONS

INSTITUTIONS	PREVISIONS 1987	REALISATION AU 30/9/87	%
M E T	15 289,823	5 691,525	37,22
M A E C	0	0	0
M D R A C	13 821,48	4 078,411	29,57
M I C	694,262	21,596	3,11
P P C	0	0	0
M C A T	250	96,028	38,41
M F E	7 405,8	6 738,172	90,99
M E M B	4 280,6	67,194	24
M E M S	4 012,6	2 081,221	51,87
M S P	2 546,88	1 413,296	55,49
M T A S	874,37	1 329,46	152,04
M P S	1 650,946	1 163,897	70,50
M J I E P S P	1 598,545	60,342	3,77
M E S	190	164,579	85
M I S P A T	52	24,179	0
P R	0	0	0
M D F A P	1 325,955	365,16	27,54
S/TOTAL	49,992,661	23 291,992	46,59
ATLANTIQUE	230,67	28,3	12,27
OUEME	181,1	61,17	33,78
MONO	122,5	29,185	23,82
Z O U	140,25	46,373	33,06
BORGOU	103,8	75,17	72,42
ATACORA	72,413	63,826	88,14
S/TOTAL	850,733	304,024	35,74
TOTAL GENERAL	50 843,394	23 596,016	46,41

PAR SOURCE DE FINANCEMENT

EN MILLIONS DE FRANCS CFA.-

S O U R C E S	PREVISIONS	REALISATION	TAUX
BUDGET NATIONAL	453,3	482,333	106,4
C.A.A.	2 707,825	2 190,898	80,91
F.N.I.	100	-	-
B. C. B.	100	-	-
COLLECTIVITES	632,52	267,703	42,32
AUTOFINANCEMENT	2 878,442	1 598,747	55,54
TOTAL RESSOURCES INTERIEURES	6 872,087	4 539,681	66,06
P R E T S	30 236,224	10 313,138	34,11
D O N S :	13 735,083	8 743,197	63,66
TOTAL RESSOURCES EXTERIEURES	43 971,307	19 056,335	43,34
TOTAL GLOBAL	50 843,394	23 596,016	46,41

Troisième Partie

DONNEES DES AVANT-PROJETS DU PROGRAMME DE PRODUCTION & D'INVESTISSEMENT & DU BUDGET NATIONAL DE FONCTIONNEMENT, GESTION 1988

Les projets de Budget, objet du présent décret, sont l'aboutissement d'un long processus.

D'abord, une première esquisse du Budget National de Fonctionnement et du Programme National d'Investissement a été élaborée en Novembre 1987 lors de la mission conjointe du Fonds Monétaire International (FMI) et Banque Mondiale. Elle a été examinée et amendée par le Bureau Politique et le Comité Central du Parti de la République Populaire du Bénin.

A la suite des observations formulées sur les projets de Budget par le Fonds Monétaire International suivant Télex en date du 7 Janvier 1988, une délégation composée de membres du Présidium de la Commission Nationale Chargée des Négociations avec le Fonds Monétaire International a été dépêchée par le Chef de l'Etat à Paris pour sensibiliser les Autorités Françaises sur la situation critique ainsi créée et à Washington pour discuter avec les Autorités du Fonds et de la Banque Mondiale afin d'aboutir à un Budget pouvant servir de base à un accord d'ajustement structurel.

A Paris, la délégation a travaillé avec les Experts Financiers et macro-économistes français, expérimentés dans les travaux de négociations avec le Fonds Monétaire International, qui ont eu à faire des observations et suggestions sur les recettes et les dépenses prévues au Budget de 1988.

Après l'étape de Paris, la mission s'est poursuivie à Washington. Les discussions avec les Experts du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ont conduit aux prévisions budgétaires qui, après avoir été examinés par le Bureau Politique, se présentent comme suit :

A - BUDGET NATIONAL DE FONCTIONNEMENT

Les prévisions du Budget National de Fonctionnement pour la gestion 1988 s'établissent en recettes à 51 929 197 000 Francs et en dépenses à 53.737.444.000 Francs contre respectivement 50.053.000.000 Francs et 55.930.411.000 Francs en 1987. Le Budget 1988 dégage ainsi un déficit prévisionnel de 1.808.000.000 de Francs contre 5.877 millions de Francs en 1987.

Les différentes composantes de ce Budget se présentent par grandes masses comme suit :

PREVISIONS	(En Millions de Francs CFA)	
	<u>1987</u>	<u>1988</u>
<u>RECETTES</u>	<u>50 053</u>	<u>51 929</u>
. Administration des Douanes	20 649	21 095
. Administration des Impôts	22 819	21 905
. Autres recettes	6 585	8 929
<u>DEPENSES</u>	<u>55.930</u>	<u>53 737</u>
. Dépenses de Personnel	41.256	39.973
. Dépenses de Matériel	14 675	13.764
<u>SOLDE</u>	- 5 877	-1 808

L'accroissement des recettes tient au maintien de l'application des mesures d'amélioration des recettes contenues dans le Collectif Budgétaire 1987 et à l'identification des nouvelles mesures ci-après :

.../...

- Contribution du Projet Pétrolier de Sèmè : 2 000 000 000
Francs ;

- Contribution des Collectivités Locales : 300 000 000
Francs ;

- Transfert d'une partie de la taxe excep-
tionnelle d'équipement douanier 500 000 000

- Budgétisation du Fonds de Soutien : 706 000 000

- Budgétisation des commissions d'intervent. 175 000 000
Francs.

Au niveau des emplois, les mesures d'encadrement suivantes
ont été envisagées :

- Réduction de 250 000 000 francs des crédits de dépenses de
personnel d'exercice clos ;

- Réduction des crédits ouverts pour les indemnités de correc-
tion, de surveillance des examens, tests et concours (150 000 000 F) ;

- Réduction des crédits ouverts pour diverses primes et indem-
nités allouées aux Agents Permanents de l'Etat (185 000 000 F) ;

- Réduction des crédits ouverts pour les bourses d'étude et
secours (590 000 000 F) ;

- Réduction des crédits pour organisation des examens, tests
et concours (100 000 000 F) ;

- Réduction de la subvention au Fonds Routier (400 000 000 F) ;

- Suspension du paiement de l'indemnité de résidence aux
Agents Permanents de l'Etat (2 267 611 000 représentant le montant
de 10 mois de retenues).

B/ - PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT

L'élaboration du Budget d'Investissement 1988 a été faite en tenant compte de la situation économique difficile que traverse actuellement notre pays. Les possibilités réelles d'affectation des ressources de l'Etat aux dépenses en capital, tant pour le Trésor que pour la CAA ont été prises en compte. De même, au niveau de la sélection des projets, la commission budgétaire a été guidée par un grand souci de réalisme en ce qui concerne le volume et l'évaluation financière des opérations physiques programmées, la disponibilité réelle des financements prévus, la rentabilité économique et financière des projets et la situation de la dette extérieure. La stricte application de ces principes et critères a permis d'obtenir une prévision d'investissement de CINQUANTE QUATRE MILLIARDS CENT QUARANTE NEUF MILLIONS (54 149 000 000) Francs.

Ce programme est donc en progression de 6,50 % par rapport à celui de 1987 qui s'élevait à 50 843 394 000 Francs.

Le schéma de financement de ce programme se présente comme suit :

	EN MILLIONS DE FRANCS	
	<u>1987</u>	<u>1988</u>
<u>SOURCES INTERIEURES</u>	<u>6 872</u>	<u>6 537</u>
* Budget National	453	760
* C.A.A.	2 708	1 865
* F.N.I.	100	0
* Banques Nationales	100	0
* Collectivités Locales	633	587
* Autofinancement	2 878	3 325
<u>SOURCES EXTERIEURES</u>	<u>43 971</u>	<u>47 613</u>
* Prêts	30 236	28 852
* Dons	13 735	18 761
T O T A L .	50 843	54 149

La répartition de ce programme par secteur d'activité est présentée dans le tableau suivant :

SECTEURS	MONTANT	%
Secteur Rural	12 353 254 000	22,83
Industrie et Artisanat	10 241 347 000	18,91
Eau et Electricité	7 072 274 000	13,06
Infrastructures	9 760 350 000	18,03
Commerce, Tourisme et Services	4 968 820 000	9,16
TOTAL SECTEUR PRODUCTIF	44 396 075 000	81,99
SANTÉ	1 547 681 000	2,86
Education	3 644 316 000	6,73
Habitat	660 114 000	1,22
Autres Secteurs Sociaux	1 083 715 000	2,00
	6 935 826 000	12,81
Administration	2 817 430 000	5,20
T O T A L :	54 149 331 000	100

.../...

C - SERVICE DE LA DETTE

Dans le cadre du Programme National d'Investissement 1987, le Service de la Dette Publique a été évalué à 37.603.195.246 Francs. Mais face à l'insuffisance des ressources de la Caisse Autonome d'Amortissement, il a été retenu d'assurer un service minimum de 9.632.174.341 Francs.

L'exécution de ce service minimum au 31 Décembre 1987 s'est établie à 6.216.580 Francs, soit un taux de réalisation de 64,54 %.

Le Service prévisionnel de la dette au titre de l'exercice 1988 est estimé à 33.072.818.395 Francs et se décompose comme suit :

a)- <u>DETTE EXTERIEURE</u>	20.652.133.228
- <u>Multilatérale</u>	4.104.300.151
1/- Echéances normales 1988	3.573.300.151
(P* = 1.887.341.932 ; I = 1.685.958.219)	
2/- Cumul des impayés au 31 Décembre 1987	674.936.892
(P = 254.000.000 ; I = 277.000.000)	
- <u>Bilatérale</u>	16.547.833.077
1/- Echéances normales 1988	7.368.833.077
(P = 5.039.069.932 ; I = 2.329.763.145)	
2/- Cumul des impayés au 31 Décembre 1987	9.039.145.470
(P = 6.150.000.000 ; I = 3.029.000.000)	
b)- <u>DETTE INTERIEURE</u>	11.326.511.845
1/- Echéances normales 1988	2.412.155.204
(P = 2.144.560.152 ; I = 267.555.052)	
2/- Cumul des impayés au 31 Décembre 1987	8.914.356.644
c)- <u>PROVISIONS POUR RISQUE DE CHANGES, INTERETS</u> <u>MORATOIRES ET COMMISSIONS POUR NOUVEAUX CONTRATS</u>	1.094.213.324

* P = Principal

* I = Intérêts

.../...

Ce montant n'ayant aucun rapport avec les ressources dont pourra disposer la Caisse Autonome d'Amortissement au cours du même exercice, il conviendrait de sérier les échéances pouvant être honorées et celles qui ne le seront pas.

De l'exploitation du tableau synoptique présenté plus haut, il ressort que le minimum que la Caisse Autonome d'Amortissement pourra déboursier en 1988 au titre du Service de la Dette sera de 7.758.735.708 Francs. Ce montant qui laissera apparaître un cumul d'impayés de 25.314.082.687 Francs en fin d'exercice, prend en compte les échéances qui ne sauraient être différées : il s'agit de celles résultant des prêts multilatéraux, de celles des Institutions et Etats qui refusent tout nouveau concours quand il y a des impayés et de celles de la Banque Commerciale du Bénin. Ces échéances se répartissent comme suit :

<u>DETTE EXTERIEURE MULTILATERALE</u> :	4.104.300.151
- Echéances normales	3.573.300.151
- Arriérés au 31 Décembre 1987	674.936.892
<u>DETTE EXTERIEURE BILATERALE</u>	2.592.709.369
- Echéances normales	1.868.116.933
- Arriérés au 31 Décembre 1987	734.592.436
<u>PROVISIONS POUR RISQUES DE CHANGES</u>	452.304.816
<u>DETTE INTERIEURE</u> (B. C. B.)	465.484.480

T O T A L 7.758.735.708

D - RECAPITULATION

Elle se présente par budget comme suit :

1 - Budget National de Fonctionnement 1988

* Ressources	:	5 1 929 197 000
* Emplois	:	53 737 444 000
* Déficit	:	1 808 247 000

2 - Budget de Fonctionnement de la C A A 1988

* Ressources	:	330 000 000
* Emplois	:	330 000 000

3 - Budget d'Investissement

* Ressources	:	6 1 454 059 000
* Emplois	:	62 408 066 708
* Déficit	:	954 007 708.

Fait à COTONOU, le 3 Mars 1988

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

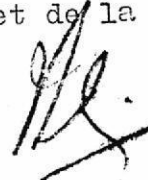
Mathieu KEREKOU

Le Ministre des Finances et
de l'Economie,



Barnabé BIDOUZO

Le Ministre Délégué auprès du
Président de la République, Chargé
du Plan et de la Statistique,



Mohamed Souradjou IBRAHIM

Le Ministre de la Justice, Chargé de
l'Inspection des Entreprises Publiques
et Semi-Publiques,



Saliou ABOUDOU

Ampliations : PR 6 - SA/CC du PRPB 4 - SGCEN 4 - MFE-MPS 16

MJIEPSP 4 - A N R 40.